



**Direction Régionale des Finances Publiques
d'Ile-de-France et de Paris**
Pôle Pilotage et Ressources
16, rue Notre-Dame des Victoires
75081 PARIS CEDEX 02

POUR NOUS JOINDRE

DIVISION BUDGET/MARCHES

Affaire suivie par :

Anne Chauvel ☎ : 01 44 50 45 10

Jean-Paul RAYMOND ☎ : 01 44 50 79 24

✉ : drfip75.ppr.logistique@dgfip.finances.gouv.fr

**Marché à Procédure adaptée conformément
aux articles R. 2123-4 à R.2123-6, R. 2132-7 à R.2132-14
et aux articles L. 2113-10, L.2113-11, L.2152-7 et L. 2123-1 à
L. 2124-4
du Code de la Commande Publique (CCP)**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Maître de l'ouvrage :

Direction Régionale des Finances Publiques d'Ile-de-France et de
Paris (DRFiP 75)
Pôle Pilotage et Ressources
Division Budget/Marchés
16, rue Notre-Dame des Victoires
75081 PARIS CEDEX 02

Objet de la consultation :

**Travaux de mise en conformité et de modernisation de 4
ascenseurs :**

- un ascenseur n°21000632039 et un ascenseur n°21000632040
tous deux situés dans un immeuble de bureaux correspondant à
la Direction Régionale des Finances Publiques d'Ile de France et
de Paris située 94 rue Réaumur 75002 PARIS (LOT 1)
- un ascenseur n°21001034785 et un ascenseur 21001034789 tous
deux situés dans un immeuble de bureaux correspondant au
Centre des finances publiques situé 16 rue Notre-Dame des
Victoires 75002 PARIS (LOT 2)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Sommaire

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1-1 – Personne publique contractante et personne responsable du marché.....	4
1-2 – Objet du marché.....	5
1-3 – Allotissement.....	5
1-4 – Tranches.....	5
1-5 – Durée du marché.....	5
1-6 – Maîtrise d’œuvre.....	5
1-7 – Bureau de conseil.....	5
1-8 – Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.....	5
1-9 – Ordonnancement, coordination et pilotage du chantier.....	5
ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	6
2-1 – Pièces particulières ayant valeur contractuelle.....	6
2-2 – Pièces générales.....	6
ARTICLE 3 – TVA.....	6
ARTICLE 4 – PRIX ET MODE D’ÉVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES.....	6
4-1 – Répartition des paiements.....	6
4-2 – Contenu du prix – Mode d’évaluation des ouvrages et de règlement des comptes – Travaux en régie – Travaux non prévus.....	7
4-2-1 – Contenu du prix.....	7
4-2-2 – Sujétion d’exécution.....	7
4-2-3 – Facilités offertes aux entreprises.....	7
4-2-4 – Mode d’évaluation des ouvrages.....	7
4-2-5 – Décomposition du prix global forfaitaire.....	7
4-2-6 – Règlement des comptes.....	8
4-2-7 – Approvisionnements.....	8
4-2-8 – Travaux non prévus.....	8
4-3 – Variation dans les prix.....	8
4-3-1 – Mois d’établissement des prix du marché.....	8
4-3-2 – Index de référence pour la variation et l’actualisation des prix.....	8

4-3-3 – Modalités d’actualisation des prix fermes actualisables.....	8
4-4 – Paiement des sous-traitants.....	9
4-4-1 – Désignation de sous-traitants.....	9
4-4-2 – Modalités de paiement direct/liquidation de la TVA (article 283-2 nonies du code général des impôts).....	9
ARTICLE 5 – DÉLAI D’EXÉCUTION – PÉNALITÉS ET PRIMES.....	10
5-1 – Délai d’exécution des travaux.....	10
5-1-1 – Calendrier prévisionnel d’exécution.....	10
5-1-2 – Calendrier détaillé d’exécution.....	10
5-2 – Prolongation des délais d’exécution.....	10
5-3 – Pénalités pour retard – Prime d’avance.....	10
5-3-1 – Pénalité pour retard dans l’exécution des travaux.....	10
5-3-2 – Pénalité pour retard ou absence aux réunions de chantier et aux opérations de réception.....	11
5-3-3 – Pénalité pour retard en cas de non-transmission du plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).....	11
5-4 – Repliement des installations de chantier, nettoyage et remise en état des lieux.....	11
5-5 – Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution.....	11
5-6 – Délais et retenues pour remise des documents demandés par le coordonnateur.....	11
ARTICLE 6 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	11
6-1 – Retenue de garantie.....	11
6-2 – Avance.....	12
ARTICLE 7 – PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	12
ARTICLE 8 – PRÉPARATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	12
8-1 – Période de préparation – Programme d’exécution des travaux.....	12
8-2 – Plans d’exécution – Notes de calculs – Études de détail.....	13
8-3 – Mesures d’ordre social – Application de la réglementation du travail.....	13
8-4 – Organisation, sécurité et hygiène du chantier.....	13
8-4-1 – Plan d’hygiène et de sécurité.....	13
8-4-2 – Prescriptions particulières d’hygiène et de sécurité pour des travaux en milieu occupé.....	13
ARTICLE 9 – CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES TRAVAUX.....	13
9-1 – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	13
9-2 – Réceptions.....	14
9-3 – Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d’ouvrages.....	14
9-4 – Documents fournis après exécution.....	14

9-5 – Délai de garantie.....	14
9-6 – Garanties particulières.....	14
9-7 – Assurances.....	14
ARTICLE 10 – RÉSILIATION ET PRESCRIPTIONS LÉGALES.....	14
ARTICLE 11 – RECOURS.....	15
11-1 – Instance chargée des procédures de recours.....	15
11-2 – Organe chargé des procédures de médiation.....	15
11-3 – Introduction des recours.....	15

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1 – Personne publique contractante et personne responsable du marché

Sont désignées, au sens du marché :

► **Personne publique contractante :**

Direction Régionale des Finances Publiques d’Île-de-France et de Paris (DRFiP 75).

94, rue Réaumur, 75081 PARIS Cedex 02

► **Représentant du pouvoir adjudicateur**

Le Directeur Régional des Finances Publiques d’Île-de-France et de Paris.

► **Personne habilitée à recevoir les documents destinés au pouvoir adjudicateur**

Direction Régionale des Finances Publiques d’Île-de-France et de Paris (DRFiP 75)

► **Personne habilitée à donner les renseignements prévus au Code de la commande publique (CCP)**

Direction Régionale des finances publiques d’Île-de-France et de Paris (DRFiP 75)

Pôle Pilotage et Ressources

Division Budget/Marchés

16, rue Notre-Dame-des-Victoires

75081 PARIS CEDEX 02

► **Comptable assignataire des paiements**

Centre de Gestion Financière

94, rue Réaumur

75104 PARIS CEDEX 02

code du service exécutant : CGF0000075

1-2 – Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les conditions d'exécution des travaux de mise en conformité et de modernisation de :

- un ascenseur n°21000632039 et un ascenseur n°21000632040 tous deux situés dans un immeuble de bureaux correspondant à la Direction Régionale des Finances Publiques d'Ile de France et de Paris située 94 rue Réaumur 75002 PARIS (LOT 1) ;

- un ascenseur n°21001034785 et un ascenseur 21001034789 tous deux situés dans un immeuble de bureaux correspondant au centre des finances publiques situé 16 rue Notre-Dame des Victoires 75002 PARIS (LOT 2).

Ces immeubles sont classés en secteur tertiaire, Établissement Recevant du Public (ERP), type W de catégorie 5.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1-3 – Allotissement

Pour la présente consultation, l'opération est allotie (2 lots) :

- LOT 1 : ascenseurs n°21000632039 et n°21000632040 situés au 94 rue Réaumur 75002 ;

- LOT 2 : ascenseurs n°21001034785 et n° 21001034789 situés au 16, rue Notre Dame des Victoires 75002.

1-4 – Tranches

Sans objet.

1-5 – Durée du marché

Le marché débute à la date de notification et s'achève au plus tard fin au 31 janvier 2026.

1-6 – Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par la société :

RENOPLAN CONSEIL, domiciliée 15, avenue Fernand Châtelain, 95160 ERAGNY

1-7 – Bureau de conseil

L'assistance à la maîtrise d'ouvrage est assurée par :

RENOPLAN CONSEIL, domiciliée 15, avenue Fernand Châtelain, 95160 ERAGNY

1-8 – Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé

Sans objet.

CCAP

5/16

1-9 – Ordonnancement, coordination et pilotage du chantier

Les tâches de coordination de l'ensemble des travaux sont assurées par :

RENOPLAN CONSEIL, domiciliée 15, avenue Fernand Châtelain, 95160 ERAGNY

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

2-1 – Pièces particulières ayant valeur contractuelle

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

- Acte d'engagement (ATTRI1) - 1 par lot ;
- Présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Règlement de la consultation ;
- mémoire technique - 1 par lot ;
- Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) - 1 par lot ;
- Bordereau de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) - 1 par lot ;
- Fiche de visite du site, visée et signée par la Division Budget/Marchés 1 par lot ;
- Rapports de repérage contenus dans les Dossiers Techniques Amiante (DTA) ;

2-2 – Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG) ;
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux de bâtiment.
- Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 4-3-1 du présent CCAP.

ARTICLE 3 – TVA

Sauf dispositions contraires, toutes les clauses du présent marché s'appliquent aux montants hors TVA.

Conformément à la loi n° 78-1240 du 29 décembre 1978 et l'arrêté d'application du 2 avril 1979, le présent marché est soumis à la TVA.

ARTICLE 4 – PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES

4-1 – Répartition des paiements

Les paiements seront répartis entre l'entrepreneur titulaire du marché et ses co-traitants ou sous-traitants, comme indiqué dans l'acte d'engagement.

4-2 – Contenu du prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes – Travaux en régie – Travaux non prévus

4-2-1 – Contenu du prix

L'unité monétaire du marché est l'euro.

Les prix du marché sont fermes et stipulés hors TVA.

4-2-2 – Sujétion d'exécution

Travaux exécutés en zone occupée.

Les travaux seront réalisés en continu dans un bâtiment occupé. La continuité du service public devra toujours être assurée, dans des conditions parfaites de sécurité, tant pour les agents de l'administration que pour le public amené à fréquenter les immeubles.

Les travaux susceptibles de générer des nuisances importantes devront être réalisées en dehors des plages d'ouverture au public. La nature des travaux bruyants sera définie en concertation avec le prestataire retenu. La DRFiP 75 se réserve la possibilité de demander le travail de nuit pour l'ensemble des travaux.

En tout état de cause, les délais devront impérativement être respectés.

Le candidat doit obligatoirement répondre en renseignant le tableau DPGF B/ Option travail de nuit pour la totalité des travaux à réaliser.

4-2-3 – Facilités offertes aux entreprises

Les fluides sont fournis par la maîtrise d'ouvrage.

Un espace réservé, dans la mesure du possible, mis à la disposition de l'entrepreneur titulaire du marché, ses co-traitants ou ses sous-traitants, pour entreposer temporairement les matériaux (qu'ils soient déposés ou destinés aux futures installations).

4-2-4 – Mode d'évaluation des ouvrages

Les ouvrages et prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix ferme, actualisable, global et forfaitaire.

4-2-5 – Décomposition du prix global forfaitaire

L'entrepreneur fournit, à l'appui de son offre, le bordereau de décomposition du prix global et forfaitaire faisant apparaître les prix à l'unité.

Dans le cas où les travaux faisant l'objet du marché comprennent des groupes de prestations relevant de spécialités techniques différentes, les divers postes de la décomposition forfaitaire seront récapitulés par groupes de prestations constituant autant de sous-lots relevant chacun d'un index de référence particulier pour l'actualisation ou la révision des prix.

4-2-6 – Règlement des comptes

Le délai global de paiement des sommes dues tant au titulaire qu'à ses sous-traitants est de trente (30) jours.

4-2-7 – Approvisionnements

Le titulaire devra informer le maître d'œuvre de tout retard d'approvisionnement susceptible de modifier le planning des travaux.

4-2-8 – Travaux non prévus

Pour le règlement des travaux ou fournitures non compris dans le prix global et forfaitaire, il sera fait application des dispositions suivantes.

S'il s'agit de travaux ou de fournitures de même nature que ceux figurant sur la décomposition de prix visée à l'article 4-2-5 ci-dessus, il sera fait application des prix d'unité, figurant sur cette décomposition, révisés par application de la formule prévue au présent CCAP pour la révision des prix.

Pour les travaux ou fournitures de nature différente de ceux figurant sur la décomposition de prix, il sera fait application :

- s'il s'agit de travaux, des prix librement débattus entre les parties ;
- s'il s'agit de fournitures seules, des prix réglés au déboursé réel ;

Ces prix ne seront ni actualisables, ni révisables.

4-3 – Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments non constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Les prix sont fermes et actualisables suivant les modalités fixées aux articles 4-3-2 et 4-3-3.

4-3-1 – Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois m0 travaux fixé page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date de dépôt des offres.

4-3-2 – Index de référence pour la variation et l'actualisation des prix

L'Index de référence I choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des travaux faisant l'objet du marché est :

BT 48 : Ascenseurs (ou tout autre indice qui s'y substituerait au cours du marché)

Il est publié sur le site internet INSEE ou du ministère en charge du calcul des index BTP.

4-3-3 – Modalités d’actualisation des prix fermes actualisables

Les prix, figurant à l’acte d’engagement, sont fermes et définitifs, pendant toute la durée des travaux.

Toutefois, le prix du marché pourra être actualisé si un délai supérieur à trois mois s’écoule entre la date ou le mois d’établissement du prix figurant dans le marché et la date de l’effet de l’acte portant commencement d’exécution des prestations.

Pour actualiser le marché au mois « m », il convient d’appliquer au prix le coefficient d’actualisation ainsi calculé : $C = I(m-3) / I m0$

$I(m-3)$ = valeur de l’index aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d’exécution des prestations et $I m0$ = valeur de l’index au mois $m0$.

La valeur de C est arrondie au millième supérieur.

4-4 – Paiement des sous-traitants

4-4-1 – Désignation de sous-traitants

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l’offre ou de la proposition, le candidat fournit au pouvoir adjudicateur un formulaire DC4 (<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Le sous-traitant ne peut être accepté que s’il justifie qu’il a contracté une assurance garantissant sa responsabilité à l’égard des tiers.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l’offre, le titulaire transmet le formulaire DC4 par courrier électronique.

L’acceptation du sous-traitant et l’agrément des conditions de paiement sont alors constatés par un acte spécial signé par les deux parties.

4-4-2 – Modalités de paiement direct/liquidation de la TVA (article 283-2 nonies du code général des impôts)

Depuis le 1er janvier 2014, un mécanisme d’auto-liquidation de la TVA est instauré dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP), lorsque des travaux sont effectués par un sous-traitant pour le compte d’un donneur d’ordre assujetti à la TVA.

Ainsi, la taxe due au titre des travaux de construction réalisés par un sous-traitant doit désormais être acquittée par le donneur d’ordre.

Les sous-traitants n’ont plus à déclarer ni à payer la TVA due au titre de ces opérations.

Mécanisme d’auto-liquidation :

Désormais, la taxe doit être acquittée par le preneur, c’est-à-dire l’entrepreneur titulaire du marché.

L’entreprise sous-traitante ne doit plus facturer la TVA relative à ces travaux. Les factures doivent comporter la mention « auto-liquidation » justifiant l’absence de collecte de la taxe par le sous-traitant et faire apparaître clairement que la TVA est due par le preneur assujetti.

L’entreprise principale est redevable de la TVA sur les travaux immobiliers qu’elle sous-traite.

En cas de paiement direct du sous-traitant, le maître d'ouvrage doit le payer sur une base hors taxe et l'entrepreneur principal auto-liquide la TVA.

Le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à prélever sur celles qui lui sont dues pour la partie de la prestation exécutée et que la personne responsable du marché devra faire régler à chaque sous-traitant.

Les mandatements au profit des divers intéressés sont établis dans la limite du montant des états d'acomptes et du solde ainsi que des attestations prévues à l'alinéa précédent.

Le montant total des paiements (hors intérêts moratoires) effectués au profit d'un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix stipulé dans l'annexe à l'acte d'engagement ou en dernier lieu l'avenant ou l'acte spécial correspondant, ne peut excéder le montant à sous-traiter.

ARTICLE 5 – DÉLAI D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS ET PRIMES

5-1 – Délai d'exécution des travaux

5-1-1 – Calendrier prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution court à compter de la date de notification du marché au titulaire.

Le titulaire devra achever les travaux **au plus tard 31 janvier 2026**.

Le titulaire présentera un planning d'exécution détaillé pour validation par le maître d'ouvrage.

L'entreprise devra joindre à son offre son planning d'intervention pour des travaux réalisés le jour, ainsi que celui relatif à l'option de nuit pour la solution de base.

La préparation du chantier sera réalisée en amont de la date du démarrage sur sites.

Le délai global d'exécution est fixé à l'article B5 de l'acte d'engagement. Il comprend la période de préparation du chantier prévue à l'article 8-1.

Comme indiqué au CCTP LOT 1, les travaux sur RÉAUMUR ne pourront pas être réalisés simultanément sur les deux ascenseurs de ce site afin de garantir un accès permanent au parking par au moins un ascenseur.

Par contre, les travaux sur NOTRE-DAME-DES-VICTOIRES (LOT 2) pourront être réalisés simultanément sur les deux ascenseurs du site.

5-1-2 – Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré pendant la période de préparation du chantier par le maître d'œuvre, après consultation des entrepreneurs titulaires du marché, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution figurant au 5-1-1.

5-2 – Prolongation des délais d'exécution

Sans stipulations particulières.

5-3 – Pénalités pour retard – Prime d’avance

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

5-3-1 – Pénalité pour retard dans l'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, le titulaire subit en cas de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière de cinq cents (500) euros.

La computation des jours s'effectue à la date de délivrance du document de levée des réserves, comparativement à la date de fin des travaux présentée dans le planning d'exécution.

Conformément au 19.2.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire n'excède pas 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Conformément au 19.2.4. du CCAG, lorsque le maître d'ouvrage envisage d'appliquer les pénalités de retard, constatées par le maître d'œuvre, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai qui ne peut être inférieur à quinze jours. Le maître d'ouvrage précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse du titulaire, le maître d'ouvrage applique les pénalités de retard.

Si le maître d'ouvrage considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

5-3-2 – Pénalité pour retard ou absence aux réunions de chantier et aux opérations de réception

En cas d'absence ou de retard supérieur à quinze minutes à une réunion de chantier à laquelle l'entreprise a été dûment convoquée, celle-ci se verra appliquer sans mise en demeure préalable une pénalité forfaitaire de soixante-quinze (75) euros qui sera portée à cent cinquante (150) euros à partir du troisième retard ou absence.

5-3-3 – Pénalité pour retard en cas de non-transmission du plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS)

Une pénalité journalière de soixante-quinze (75) euros sera appliquée en cas de non transmission :

- dans les délais prévus à l'article 8-1 du présent CCAP ;
- dans le délai de quinze jours à compter de la demande de modification formulée dans le compte rendu de chantier.

5-4 – Repliement des installations de chantier, nettoyage et remise en état des lieux

À la fin des travaux, dans le cadre du délai d'exécution, chaque entrepreneur doit avoir fini de procéder au déchargement, nettoyage et remise en état des emplacements qui ont été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur après mise en demeure, par ordre de service, faute de quoi une pénalité de cent cinquante (150) euros par jour calendaire de retard sera appliquée.

En cas de dégradations des locaux du fait du titulaire ou de son sous-traitant, le titulaire devra remettre les lieux en état. Au cas où cette remise en état ne serait pas effectuée dans le délai fixé par le maître d'ouvrage, ce dernier pourra les faire effectuer aux frais et risques du titulaire après mise en demeure restée sans effet.

5-5 – Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par l'entrepreneur conformément à l'article 40 du CCAG, une retenue de 3 % hors taxe du montant global hors taxe du marché sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du CCAG, sur les sommes dues à l'entrepreneur.

5-6 – Délais et retenues pour remise des documents demandés par le coordonnateur

En cas de retard dans le délai fixé par le maître d'ouvrage pour la remise des plans et autres documents nécessaires à la constitution du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO), une retenue de 3 % hors taxes du montant global hors taxes du marché sera opérée sur les sommes dues à l'entrepreneur.

Ces deux retenues sont opérées sur le dernier acompte mensuel et appliquées sans mise en demeure préalable. Les sommes retenues sont payées après la remise complète des documents.

ARTICLE 6 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

6-1 – Retenue de garantie

Sans objet

6-2 – Avance

Conformément au Code de la Commande publique (CCP) et notamment à son article R2191-3, le pouvoir adjudicateur prévoit le versement d'une avance de 10 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché public.

Le taux de l'avance pour les petites et moyennes entreprises est fixé à 30%.

Le montant de l'avance ne peut être ni révisé ni actualisé.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80%.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché.

ARTICLE 7 – PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

Sans stipulations particulières.

ARTICLE 8 – PRÉPARATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

8-1 – Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

Au cours de la période de préparation, il sera procédé aux opérations énoncées ci-après :

- élaboration par le maître d'œuvre, après consultation des entrepreneurs, du calendrier détaillé d'exécution ;
- établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier prescrit par l'article 28-2 du CCAG ;
- établissement et présentation des plans d'exécution, notes de calculs et études de détails nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG et à l'article 9-2 ci-après ;
- établissement au maître d'œuvre des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

8-2 – Plans d'exécution – Notes de calculs – Études de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et leurs spécifications techniques détaillées sont à la charge du maître d'œuvre. Ils seront établis par ses soins et remis aux entrepreneurs au cours de la période de préparation visée à l'article précédent.

Néanmoins, tous les plans d'atelier, de fabrication et de réalisation restent à la charge de l'entreprise qui doit les fournir dans un délai minimal de 20 jours ouvrés avant la date prévue pour le démarrage des travaux correspondants.

Si le plan n'est pas recevable ou conforme au marché, l'entreprise devra le reprendre sans que le délai de remise ne soit prorogé.

8-3 – Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier sera celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitude physique restreinte rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne pourra excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

8-4 – Organisation, sécurité et hygiène du chantier

8-4-1 – Plan d'hygiène et de sécurité

Il sera fait application de l'article 28-3 du CCAG-TRAVAUX et du plan général de coordination pour la sécurité et la protection de la santé (PGCSPS).

8-4-2 – Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité pour des travaux en milieu occupé

Il sera fait application des dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992. Les travaux concernent un immeuble occupé. Les travaux bruyants seront à réaliser dans des plages horaires décalées et après accord express de la MOA comme stipulés aux articles 1-2, 4-2-2 et 9-3 du présent CCAP.

ARTICLE 9 – CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

9-1 – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Aucune stipulation particulière.

9-2 – Réceptions

Aucune stipulation particulière.

9-3 – Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les travaux sont effectués en milieu occupé. La continuité du service public de l'établissement doit être assurée sans dérogation.

9-4 – Documents fournis après exécution

Les modalités de présentation des documents à fournir après exécution ne font l'objet d'aucune stipulation particulière.

9-5 – Délai de garantie

Le délai de garantie ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

9-6 – Garanties particulières

Sans objet.

CCAP

9-7 – Assurances

Dans un délai de huit jours à compter de la notification de son marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur doit justifier qu'il est titulaire ;

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des articles 1792 à 1792-2 et 2270 du code civil ;

au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie et que l'entreprise est à jour de ses cotisations.

Si la période de garantie portée sur l'attestation expire en cours de chantier, le titulaire sera tenu de fournir spontanément une nouvelle attestation.

ARTICLE 10 – RÉSILIATION ET PRESCRIPTIONS LÉGALES

L'administration peut, après mise en demeure d'effectuer les prestations prévues, par lettre recommandée avec accusé de réception après un délai de huit jours à compter de la date de réception de cette lettre, résilier le marché sans indemnité.

L'article 49-1 du CCAG-TRAVAUX prévoit que le maître d'ouvrage peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit de son fait ou de celui de son mandataire dans les conditions prévues à l'article 50.2, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 50.3, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 50.1.

Le maître d'ouvrage peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 50.4.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des stipulations particulières mentionnées à l'article 50, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

49.2. Le règlement du marché est alors effectué selon les modalités prévues aux articles 12.3 et 12.4, sous réserve des stipulations de l'article 51.

L'article 50 précise, selon les cas, si le titulaire a droit à être indemnisé du fait de la décision de résiliation.

ARTICLE 11 – RECOURS

11-1 – Instance chargée des procédures de recours.

Tribunal Administratif de Paris - 7 rue de Jouy - 75004 Paris.

Téléphone : 01.44.59.44.00

Messagerie électronique : greffe.ta-paris@jiradm.fr

11-2 – Organe chargé des procédures de médiation

En cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, les acheteurs et les titulaires peuvent recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 et suivants du CCP.

Les comités consultatifs de règlement amiable ont pour missions de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics :

Préfecture de Région Île-de-France – Préfecture de Paris, 5 rue Leblanc 75911 Paris cedex 15.

11-3 – Introduction des recours

Recours auprès du Greffe du Tribunal Administratif - 7 rue de Jouy - 75004 Paris.

- recours de pleine juridiction, contestant la validité du contrat ou de certaines de ses clauses pouvant être formé par tout concurrent évincé à compter de la signature du contrat et dans un délai maximum de deux mois après accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment au moyen d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation ;
- référé pré-contractuel, depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L.551-1 du code de justice administrative) en cas de manquement à une obligation de publicité et de mise en concurrence ;
- recours pour excès de pouvoir, deux mois à compter de la notification ou de la publication des actes détachables du contrat (article R.421-1 du code de justice administrative).